

**WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN
LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS**

**GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2020/40902]

24 MARS 2020. — Arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 6 relatif aux réunions des collèges communaux et provinciaux et organes de gestion, des régies communales autonomes, des régies provinciales autonomes, des associations de projet et des intercommunales

Le Gouvernement wallon,

Vu l'article 39 de la Constitution ;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, telle que modifiée, l'article 6 ;

Vu le décret du 17 mars 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon dans le cadre de la crise sanitaire du Covid-19 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux du 18 mars 2020 relatif à l'exercice des compétences attribuées au conseil communal par l'article L1122-30 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation par le collège communal ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux du 24 mars 2020 relatif à l'exercice des compétences attribuées au conseil provincial par l'article L2212-32 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation par le collège provincial ;

Considérant que la crise sanitaire exceptionnelle liée au Covid-19 que connaît aujourd'hui la Belgique et les mesures, actuelles et à venir, prises pour limiter la propagation du virus dans la population sont de nature à ralentir toute forme d'activité sur le territoire de la Région wallonne, voire à paralyser certains services ;

Considérant qu'elle est de nature à affecter le bon fonctionnement des différents services publics et notamment les pouvoirs locaux ;

Considérant qu'en vertu de l'article 1^{er} du décret du 17 mars 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon dans le cadre de la crise sanitaire du Covid-19, le Gouvernement est compétent pour prendre toutes les mesures utiles pour prévenir et traiter toute situation qui pose problème dans le cadre strict de la pandémie Covid-19 et de ses conséquences et qui doit être réglée en urgence sous peine de péril grave ;

Qu'il convient aujourd'hui de régler dans l'urgence et sans attendre le fonctionnement des collèges communaux et provinciaux, ainsi que des organes de gestion. A défaut, leur action risque totalement paralysée le temps de la pandémie ;

Considérant que la section 5 du chapitre 3 du Titre 2 du Livre 1^{er} de la première partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation précise les modalités de réunions et de délibérations des collèges communaux ;

Considérant que la section 2 du chapitre 1 du Titre 3 du Livre 2 de la première partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation précise les modalités de réunions et de délibérations des conseils d'administration et des bureaux exécutifs des régies communales autonomes ;

Considérant que la sous-section 2 de la section 3 du chapitre 2 du Titre 1^{er} du Livre II de la deuxième partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation précise les modalités de réunions et de délibérations des collèges provinciaux ;

Considérant que la sous-section 2 de la section 1 du chapitre 3 du Titre 2 du Livre II de la deuxième partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation précise les modalités de réunions et de délibérations des conseils d'administration et des bureaux exécutifs des régies provinciales autonomes ;

Considérant que le chapitre 2 du Titre 2 du Livre 5 de la première partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation précise les modalités de réunions des comités de gestion des associations de projet ;

Considérant que le chapitre 3 du Titre 2 du Livre 5 de la première partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation précise les modalités de réunions des conseils d'administration, des bureaux exécutifs et d'autres organes restreints de gestion des intercommunales ;

Considérant qu'au vu de la crise sanitaire sans précédent à laquelle la Région wallonne et la Belgique toute entière sont confrontées, il ne peut être exclu que les membres des collèges, et organes de gestion ne soient plus en mesure de se réunir physiquement, soit pour éviter la propagation du Covid-19, soit parce que leur état de santé ne le leur permettrait pas ;

Qu'il convient dans ces conditions exceptionnelles d'autoriser que ces instances puissent se réunir sous la forme de vidéoconférence ou, si aucun moyen technologique semblable ne peut être mis en œuvre, via courriel ;

Qu'au besoin et en cas d'allongement ou d'aggravation des circonstances sanitaires exceptionnelles précitées, cette mesure exceptionnelle sera revue ou prolongée ;

Considérant qu'au vu de l'article 3 du décret du 17 mars 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon dans le cadre de la crise sanitaire du Covid-19, le présent arrêté « de pouvoirs spéciaux » ne doit pas être soumis à l'avis de la section de législation du Conseil d'Etat, cette dernière ayant en tout état de cause invité le Gouvernement à éviter de déposer des demandes d'avis dans l'urgence. Le décret confirmant le présent arrêté sera soumis à la section de législation du Conseil d'Etat ;

Sur proposition du Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. § 1^{er}. Pour une durée de 30 jours à dater du jour de l'entrée en vigueur du présent arrêté, les réunions des collèges communaux, provinciaux, des conseils d'administration et des bureaux exécutifs des régies communales et provinciales autonomes, des comités de gestion des associations de projet, des conseils d'administration, des bureaux exécutifs et d'autres organes restreints de gestion des intercommunales se tiennent par vidéoconférence ou téléconférence, sauf motifs impérieux de se réunir physiquement.

Si aucun moyen de téléconférence ou technologique semblable ne peut être mis en œuvre, l'accord des membres de ces organes pourra être émis via courriel.

§ 2. Il appartient au président de l'organe et au directeur général communal, provincial ou au fonctionnaire dirigeant local au sens de l'article L5111-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation de s'assurer, par toute voie de droit et au moment le plus opportun, que le quorum est réuni pour décider valablement ou que l'auteur du courriel est bien le titulaire du mandat dérivé.

Si l'accord d'au moins un des membres a été émis par courriel, la décision prise devra être confirmée par l'organe en réunion lorsque les circonstances le permettront.

L'organe appréciera l'opportunité de confirmer sa décision en réunion lorsque les circonstances le permettront pour les réunions organisées par vidéo ou téléconférence.

§ 3. La consultation électronique des documents est autorisée et il est dérogé, pour les réunions physiques des organes, aux règles de localisation des réunions.

Le directeur général ou le fonctionnaire dirigeant local au sens de l'article L5111-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation assiste à distance ou par voie électronique, aux réunions telles qu'organisées en application des paragraphes précédents.

Art. 2. Le présent arrêté produit ses effets le 23 mars 2020.

Namur, le 24 mars 2020.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,

P.-Y. DERMAGNE

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2020/40902]

24. MÄRZ 2020 — Sondervollmächterlass der Wallonischen Regierung Nr. 6 betreffend die Sitzungen der Gemeinde- und Provinzialkollegien sowie der Verwaltungsorgane, der autonomen Gemeinderegionen, der autonomen Provinzialregionen, der Projektvereinigungen und der Interkommunalen

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Artikels 39 der Verfassung;

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen in seiner abgeänderten Fassung, Artikel 6;

Aufgrund des Dekrets vom 17. März 2020 zur Gewährung von Sondervollmachten an die Wallonische Regierung im Rahmen der Covid-19-Gesundheitskrise;

Aufgrund des Sondervollmächterlasses der Wallonischen Regierung vom 18. März 2020 über die Ausübung der dem Gemeinderat durch Artikel L1122-30 des Kodex der lokalen Demokratie und Dezentralisierung übertragenen Befugnisse durch das Gemeindegremium; Aufgrund des Sondervollmächterlasses der Wallonischen Regierung vom 24. März 2020 über die Ausübung der dem Provinzialrat durch Artikel L2212-32 des Kodex der lokalen Demokratie und Dezentralisierung übertragenen Befugnisse durch das Provinzialkollegium;

In der Erwägung, dass die außergewöhnliche Gesundheitskrise im Zusammenhang mit dem Covid-19, die Belgien derzeit erlebt, sowie die derzeitigen und künftigen Maßnahmen zur Begrenzung der Ausbreitung des Virus in der Bevölkerung jede Form von Aktivitäten auf dem Gebiet der Wallonischen Region verlangsamen oder sogar bestimmte Dienste zum Erliegen bringen kann;

In der Erwägung, dass sie das ordnungsgemäße Funktionieren der verschiedenen öffentlichen Dienste und insbesondere der lokalen Behörden beeinträchtigen kann;

In der Erwägung, dass die Regierung aufgrund von Artikel 1 des Dekrets vom 17. März 2020 zur Gewährung von Sondervollmachten an die Wallonische Regierung im Rahmen der Covid-19-Gesundheitskrise befugt ist, alle erforderlichen Maßnahmen zu ergreifen, um jede Situation, die ein Problem im strikten Rahmen der Covid-19-Pandemie und ihrer Folgen darstellt und die zur Vermeidung einer ernsthaften Gefahr dringend behandelt werden muss, zu verhindern und zu bewältigen;

In der Erwägung, dass die Funktionsweise der Gemeinde- und Provinzialkollegien und der Verwaltungsorgane nun dringend und unverzüglich geregelt werden muss. Anderenfalls könnte ihr Wirken während der Pandemie völlig zum Erliegen kommen;

In der Erwägung, dass in Buch 1, Titel 2, Kapitel 3, Abschnitt 5 des ersten Teils des Kodex der lokalen Demokratie und Dezentralisierung die Modalitäten für die Sitzungen und Beratungen der Gemeindegremien festgelegt werden;

In der Erwägung, dass in Buch 2, Titel 3, Kapitel 1, Abschnitt 2 des ersten Teils des Kodex der lokalen Demokratie und Dezentralisierung die Modalitäten für die Sitzungen und Beratungen der Verwaltungsräte und Exekutivbüros der autonomen Gemeenderegien festgelegt werden;

In der Erwägung, dass in Buch 2, Titel 1, Kapitel 2, Abschnitt 3, Unterabschnitt 2 des zweiten Teils des Kodex der lokalen Demokratie und Dezentralisierung die Modalitäten für die Sitzungen und Beratungen der Provinzialkollegien festgelegt werden;

In der Erwägung, dass in Buch 2, Titel 2, Kapitel 3, Abschnitt 1, Unterabschnitt 2 des zweiten Teils des Kodex der lokalen Demokratie und Dezentralisierung die Modalitäten für die Sitzungen und Beratungen der Verwaltungsräte und Exekutivbüros der autonomen Provinzialregien festgelegt werden;

In der Erwägung, dass in Buch 5, Titel 2, Kapitel 2 des ersten Teils des Kodex der lokalen Demokratie und Dezentralisierung die Modalitäten für die Sitzungen und Beratungen der geschäftsführenden Ausschüsse der Projektvereinigungen festgelegt werden;

In der Erwägung, dass in Buch 5, Titel 2, Kapitel 3 des ersten Teils des Kodex der lokalen Demokratie und Dezentralisierung die Modalitäten für die Sitzungen und Beratungen der Verwaltungsräte, der Exekutivbüros und der anderen beschränkten Verwaltungsorgane der Interkommunalen festgelegt werden;

In der Erwägung, dass angesichts der noch nie dagewesenen Gesundheitskrise in der Wallonischen Region und in ganz Belgien nicht ausgeschlossen werden kann, dass die Mitglieder der Kollegien und Verwaltungsorgane nicht mehr in der Lage sind, sich persönlich zu treffen, sei es, um die Ausbreitung von Covid-19 zu verhindern, sei es, weil ihr Gesundheitszustand es ihnen nicht ermöglicht;

In der Erwägung, dass es unter diesen außergewöhnlichen Umständen angebracht ist, diesen Körperschaften zu erlauben, in Form von Videokonferenzen oder, wenn keine derartigen technischen Mittel eingesetzt werden können, per E-Mail zu tagen;

In der Erwägung, dass diese Ausnahmemassnahme bei Bedarf und im Falle der Verlängerung oder Verschlimmerung der oben genannten außergewöhnlichen Gesundheitslage überarbeitet oder verlängert wird;

In der Erwägung, dass auf der Grundlage von Artikel 3 des Dekrets vom 17. März 2020 zur Gewährung von Sondervollmachten an die Wallonische Regierung im Rahmen der Covid-19-Gesundheitskrise, der vorliegende Sondervollmächtenerlass nicht dem Gutachten der Gesetzgebungsabteilung des Staatsrates unterbreitet werden muss, da Letztere die Regierung aufgefordert hat, die Einreichung von Anträgen auf Begutachtung im Dringlichkeitsverfahren generell zu vermeiden. Das Dekret zur Bestätigung des vorliegenden Erlasses wird der Gesetzgebungsabteilung des Staatsrates unterbreitet;

Auf Vorschlag des Ministers für lokale Behörden und Städte;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - § 1. Während eines Zeitraums von 30 Tagen nach Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses werden die Sitzungen der Gemeinde- und Provinzialkollegien, der Verwaltungsräte und Exekutivbüros der autonomen Gemeinde- und Provinzialregien, der geschäftsführenden Ausschüsse der Projektvereinigungen, der Verwaltungsräte, der Exekutivbüros und der anderen beschränkten Verwaltungsorgane der Interkommunalen per Videokonferenz oder Telekonferenz abgehalten, es sei denn, es gibt zwingende Gründe, die eine persönliche Zusammenkunft erfordern.

Wenn keine Telekonferenz oder vergleichbare technische Mittel eingesetzt werden können, kann die Zustimmung der Mitglieder dieser Organe per E-Mail erteilt werden.

§ 2. Es liegt in der Verantwortung des Vorsitzenden der Körperschaft und Generaldirektors der Gemeinde oder Provinz oder des leitenden Beamten auf lokaler Ebene im Sinne von Artikel L5111-1 des Kodex der lokalen Demokratie und Dezentralisierung, mit allen rechtlichen Mitteln und zum geeignetsten Zeitpunkt sicherzustellen, dass die zur Beschlussfassung erforderliche Mindestzahl erreicht ist, damit eine rechtsgültige Beschlussfassung möglich ist, oder dass der Autor der E-Mail der Inhaber des abgeleiteten Mandats ist.

Wenn die Zustimmung von mindestens einem der Mitglieder per E-Mail erteilt wurde, muss der gefasste Beschluss vom Organ in einer Sitzung bestätigt werden, wenn die Umstände dies wieder zulassen.

Was die Sitzungen per Video- oder Telefonkonferenz betrifft, so wird das Organ prüfen, ob es zweckmäßig ist, den gefassten Beschluss in einer Sitzung zu bestätigen, wenn die Umstände dies wieder zulassen.

§ 3. Die elektronische Einsichtnahme in Dokumente ist zulässig und bei in Form von tatsächlichen Zusammenkünften organisierten Sitzungen der Organe wird von den Regeln über den Sitzungsort abgesehen.

Der Generaldirektor oder der leitende Beamten auf lokaler Ebene im Sinne von Artikel L5111-1 des Kodex der lokalen Demokratie und Dezentralisierung nehmen an den in Anwendung der vorstehenden Paragraphen organisierten Sitzungen entweder aus der Entfernung oder auf elektronischem Wege teil.

Art. 2 - Der vorliegende Erlass wird am 23. März 2020 wirksam.

Namur, den 24. März 2020

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident
E. DI RUPO

Der Minister für lokale Behörden und Städte
P.-Y. DERMAGNE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2020/40902]

24 MAART 2020. — Besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 6 betreffende de vergaderingen van de gemeente- en provinciecolleges en beheersorganen, van de autonome gemeentebedrijven, van de autonome provinciebedrijven, van de projectverenigingen en de intercommunales

De Waalse Regering,

Gelet op artikel 39 van de Grondwet;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, zoals gewijzigd, artikel 6;

Gelet op het decreet van 17 maart 2020 tot toekenning van bijzondere machten aan de Waalse Regering in het kader van de gezondheidscrisis Covid-19;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten van 18 maart 2020 betreffende de uitoefening door het gemeentecollege van de bevoegdheden die bij artikel L1122-30 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie aan de gemeenteraad worden toegekend;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten van 24 maart 2020 betreffende de uitoefening door het provinciecollege van de bevoegdheden toegekend aan de provincieraad bij artikel L2212-32 van het Wetboek van de Plaatselijke Democratie en de Decentralisatie;

Overwegende dat de uitzonderlijke gezondheidscrisis Covid-19 waarmee België momenteel wordt geconfronteerd en de huidige en komende maatregelen, genomen om de verspreiding van het virus in de bevolking te beperken, ertoe leiden dat iedere vorm van activiteit op het grondgebied van het Waalse Gewest vertraagt en bepaalde diensten zelfs verlammen;

Overwegende dat laatstgenoemde de goede werking van de verschillende overheidsdiensten en met name de plaatselijke besturen in het gedrang brengt;

Overwegende dat de Regering, krachtens artikel 1 van het decreet van 17 maart 2020 tot toekenning van bijzondere machten aan de Waalse Regering in het kader van de gezondheidscrisis Covid-19, bevoegd is om alle nuttige maatregelen te nemen om iedere situatie te voorkomen en te behandelen die problemen stelt in het strikte kader van de pandemie Covid-19 en haar gevolgen en die dringend behandeld moeten worden op straffe van ernstig gevaar;

Dat het heden passend is, dringend en zonder dralen de werking van de gemeente- en provinciecolleges alsook van de beheersorganen te regelen. Zoniet dreigt hun handelen volledig lamgelegd te worden tijdens de tijd die de pandemie duurt;

Overwegende dat de modaliteiten van de vergaderingen en beraadslagingen van de gemeentecolleges in afdeling 5, hoofdstuk 3, Titel 2, van Boek I, van het eerste deel van het Wetboek van de Plaatselijke Democratie en de Decentralisatie nader bepaald worden;

Overwegende dat de modaliteiten van de vergaderingen en beraadslagingen van de raden van bestuur en van de uitvoerende bureaus van de autonome gemeentebedrijven in afdeling 2, hoofdstuk 1, Titel 3, van Boek 2, van het eerste deel van het Wetboek van de Plaatselijke Democratie en de Decentralisatie nader bepaald worden;

Overwegende dat de modaliteiten van de vergaderingen en beraadslagingen van de provinciecolleges in onderafdeling 2 van afdeling 3, hoofdstuk 2, Titel 1, van Boek II, van het tweede deel van het Wetboek van de Plaatselijke Democratie en de Decentralisatie nader bepaald worden;

Overwegende dat de modaliteiten van de vergaderingen en beraadslagingen van de raden van bestuur en van de uitvoerende bureaus van de autonome provinciebedrijven in onderafdeling 2 van afdeling 1, hoofdstuk 3, Titel 2, van Boek II, van het tweede deel van het Wetboek van de Plaatselijke Democratie en de Decentralisatie nader bepaald worden;

Overwegende dat de modaliteiten van de vergaderingen van de beheerscomités van de projectverenigingen in hoofdstuk 2, Titel 2, van Boek 5, van het eerste deel van het Wetboek van de Plaatselijke Democratie en de Decentralisatie nader bepaald worden;

Overwegende dat de modaliteiten van de vergaderingen en beraadslagingen van de raden van bestuur, van de uitvoerende bureaus en van andere beperkte beheersorganen van de intercommunales in hoofdstuk 3, Titel 2, van Boek 5, van het eerste deel van het Wetboek van de Plaatselijke Democratie en de Decentralisatie nader bepaald worden;

Overwegende dat er gezien de ongekende gezondheidscrisis waarmee het Waalse Gewest en heel België worden geconfronteerd, niet kan worden uitgesloten dat de leden van de colleges en beheersorganen niet meer fysiek kunnen vergaderen, ofwel om de verspreiding van Covid-19 te voorkomen, ofwel omdat hun gezondheidstoestand dit niet meer zou toestaan;

Dat het in deze uitzonderlijke omstandigheden passend is om deze instellingen te laten vergaderen per videoconferentie of, indien soortgelijke technologische middelen niet kunnen worden toegepast, per e-mail;

Dat deze uitzonderlijke maatregel zo nodig en in geval van verlenging of verergering van de hierboven genoemde uitzonderlijke gezondheidssomstandigheden zal worden herzien of verlengd;

Overwegende dat overeenkomstig artikel 3 van het decreet van 17 maart 2020 tot toekenning van bijzondere machten aan de Waalse Regering in het kader van de gezondheidscrisis Covid-19, dit besluit "van bijzondere machten" niet moet worden onderworpen aan het advies van de afdeling Wetgeving van de Raad van State, die de Regering in elk geval heeft verzocht om geen adviesaanvragen dringend in te dienen. Het decreet tot bevestiging van dit besluit zal worden voorgelegd aan de afdeling Wetgeving van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Plaatselijke Besturen en het Stedenbeleid;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. § 1. Gedurende een periode van 30 dagen te rekenen vanaf de dag van de inwerkingtreding van dit besluit worden de vergaderingen van de gemeente- en provinciecolleges, van de raden van bestuur en de uitvoerende bureaus van de autonome gemeente- en provinciebedrijven, van de beheerscomités van de projectverenigingen, van de raden van bestuur, van de uitvoerende bureaus en van andere beperkte beheersorganen van de intercommunales per videoconferentie of teleconferentie gehouden, tenzij er dwingende redenen zijn om op een fysieke manier te vergaderen.

Indien er geen gebruik kan worden gemaakt van teleconferenties of soortgelijke technologie, kan de toestemming van de leden van deze organen via e-mail worden gegeven.

§ 2. Het is de verantwoordelijkheid van de voorzitter van het orgaan en de directeur-generaal van de gemeente of de provincie of de lokale leidinggevende ambtenaar in de zin van artikel L5111-1 van het Wetboek van de Plaatselijke Democratie en de Decentralisatie om er met alle wettelijke middelen en op het meest geschikte moment voor te zorgen dat het quorum wordt bereikt om op geldige wijze te beslissen of dat de auteur van de e-mail inderdaad de titularis van het afgeleide mandaat is.

Indien de instemming van ten minste één van de leden per e-mail is gegeven, zal de genomen beslissing door het orgaan in vergadering bevestigd moeten worden wanneer de omstandigheden dat zullen toelaten.

Het orgaan zal beoordelen over de opportuniteit om zijn beslissing in vergadering te bevestigen wanneer de omstandigheden dat zullen toelaten voor de via video- of teleconferentie georganiseerde vergaderingen.

§ 3. Elektronische raadpleging van documenten is toegestaan en er wordt afgeweken van de regels over de plaats van de vergaderingen voor de fysieke vergaderingen van de organen.

De directeur-generaal of de lokale leidinggevende ambtenaar in de zin van artikel L5111-1 van het Wetboek van de Plaatselijke Democratie en de Decentralisatie wonen de vergaderingen die overeenkomstig de voorgaande paragrafen worden georganiseerd, hetzij op afstand, hetzij langs elektronische weg bij.

Art. 2. Dit besluit heeft uitwerking op 23 maart 2020.

Namen, 24 maart 2020.

Voor de Waalse Regering :

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Huisvesting, de Plaatselijke Besturen en het Stedenbeleid,
P.-Y. DERMAGNE

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2020/40903]

24 MARS 2020. — Arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 7 relatif aux réunions des bureaux permanents des centres publics d'action sociale et des conseils d'administration et organes de gestion des Associations Chapitre XII

Le Gouvernement wallon,

Vu l'article 138 de la Constitution ;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, telle que modifiée, l'article 6 ;

Vu le décret du 17 mars 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon dans le cadre de la crise sanitaire du Covid-19,

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux du 24 mars 2020 relatif à l'exercice des compétences attribuées au conseil de l'action sociale par l'article 24 de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale par le bureau permanent ;

Considérant que la crise sanitaire exceptionnelle liée au Covid-19 que connaît aujourd'hui la Belgique et les mesures, actuelles et à venir, prises pour limiter la propagation du virus dans la population sont de nature à ralentir toute forme d'activité sur le territoire de la Région wallonne, voire à paralyser certains services ;

Considérant qu'elle est de nature à affecter le bon fonctionnement des différents services publics et notamment les pouvoirs locaux ;

Considérant qu'en vertu de l'article 1^{er} du décret du 17 mars 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon dans le cadre de la crise sanitaire du Covid-19, le Gouvernement est compétent pour prendre toutes les mesures utiles pour prévenir et traiter toute situation qui pose problème dans le cadre strict de la pandémie Covid-19 et de ses conséquences et qui doit être réglée en urgence sous peine de péril grave ;

Considérant qu'il convient de régler le fonctionnement des organes des centres publics d'action sociale. A défaut, leur action risque totalement paralysée le temps de la pandémie ;

Considérant que les centres publics d'action sociale sont compétents pour organiser les dispositifs permettant aux citoyens d'avoir une vie conforme à la dignité humaine, comme le prévoit l'article 1^{er} de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale ;

Considérant que les articles 30 à 36 de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale précise les modalités de réunions et de délibérations des bureaux permanent ;

Considérant le chapitre XII de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale ;

Considérant qu'exceptionnellement et dans le délai des présentes dispositions, il convient également d'autoriser la consultation électronique des documents ;

Qu'il peut être dérogé, pour les réunions physiques des organes, aux règles de localisation des réunions ;

Que l'obligation, pour le directeur général d'être physiquement à disposition, peut également être remplacée par une disponibilité à distance, par voie électronique ;

Considérant qu'au vu de la crise sanitaire sans précédent à laquelle la Région wallonne et la Belgique toute entière sont confrontées, il ne peut être exclu que les membres des bureaux permanents et organes de gestion des associations Chapitre XII ne soient plus en mesure de se réunir physiquement, soit pour éviter la propagation du Covid-19, soit parce que leur état de santé ne le leur permettrait pas ;

Qu'il convient dans ces conditions exceptionnelles d'autoriser que ces instances puissent se réunir sous la forme de vidéoconférence ou, si aucun moyen technologique semblable ne peut être mis en œuvre, via courriel ;

Qu'au besoin et en cas d'allongement ou d'aggravation des circonstances sanitaires exceptionnelles précitées, cette mesure exceptionnelle sera revue ou prolongée ;